



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 21/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOC COOP AGRICOLE LINIERE DE CAGNY**

La jalousie  
14680 Cintheaux

Références : 2025.196  
Code AIOT : 0003902462

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement SOC COOP AGRICOLE LINIERE DE CAGNY implanté La Jalousie 14680 Cintheaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2025 de l'inspection des installations classées, portant sur les installations électriques.

Le site de Cintheaux étant désormais le seul site d'exploitation, l'exploitant a été informé des démarches à engager concernant la cessation d'activités pour son site de Cagny.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) ayant été pris en 2024 relatif à la gestion des déchets, l'Inspection a fait le point sur l'avancement des actions engagées par l'exploitant sur ce sujet.

Après une réunion en salle consacrée à l'examen des rapports de vérification électrique, à l'information sur la cessation d'activités et à l'APMD de 2024, une visite de terrain a été menée. Son

objectif était de réaliser un contrôle visuel par sondage afin d'évaluer l'état général des installations électriques.

L'itinéraire suivant a été suivi:

- TGBT ;
- local transformateur sec ;
- local compresseur surpresseur ;
- poste de livraison ;
- hangar de stockage de lin ;
- auvent stockage de paille.

L'inspection s'est achevée par une restitution en salle des contrôles menés.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC COOP AGRICOLE LINIERE DE CAGNY
- La Jalousie 14680 Cintheaux
- Code AIOT : 0003902462
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative linière de Cagny exploite une installation de teillage de lin sur son nouveau site de Cintheaux depuis la fin du mois d'octobre 2023. Elle est autorisée à exercer son activité par l'arrêté d'enregistrement délivré le 6 janvier 2022.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La coopérative linière de Cagny a cessé l'exploitation de son site de Cagny et fonctionne désormais uniquement sur celui de Cintheaux. L'exploitant a été informé des démarches à suivre concernant la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Il devra rapidement effectuer la déclaration de cessation et fournir les documents nécessaires, notamment les "attestations" SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                             | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Plan d'action suite au contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 4  | Zonage ATEX et adéquation du matériel                         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 5  | Etat général visuel des installations                         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | électriques       |                         |                                                                                                                            |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                               | Référence réglementaire                        | Autre information        |
|----|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Périodicité du contrôle des installations électriques           | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66   | Sans objet               |
| 2  | Limite d'intervention du contrôle des installations électriques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66   | Sans objet               |
| 6  | Gestion des déchets                                             | AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 1 | Levée de mise en demeure |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte bien la périodicité des contrôles des installations électriques et met en place un plan d'action structuré pour gérer les non-conformités, avec un suivi via un tableur Excel. Cependant, l'inspection du site a révélé un problème sérieux lié à l'accumulation de poussière dans le bâtiment de production, notamment sur les chemins de câbles et les canalisations. Cette couche épaisse de poussière présente un risque accru de propagation d'incendie.

Il est recommandé que l'exploitant mette en place des actions correctives spécifiques pour limiter ce risque, comme le nettoyage régulier des surfaces sensibles et la mise en place de mesures de prévention adaptées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Périodicité du contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »<br><br>... |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôle des installations électriques de l'année 2024 pour l'ensemble du site. La date du contrôle 2023 est bien mentionnée dans le rapport 2024, et le rapport de contrôle 2025 a été fourni le jour de la visite, ce qui permet d'établir que la fréquence des contrôles a été respectée sur les trois dernières années.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Il est signalé dans les rapports de contrôle des installations électriques de 2024 et 2025 une coupure non réalisée de la partie haute tension. Cependant, étant donné que cette partie fait l'objet d'un contrat de maintenance annuel assuré par la société Schneider, l'ensemble des installations haute tension est vérifié régulièrement.</p>                                                                                                                                 |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 3 : Plan d'action suite au contrôle des installations électriques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p>                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un plan d'action structuré pour le suivi et la gestion des non-conformités, avec un suivi rigoureux via un tableur Excel. La stratégie adoptée distingue les non-conformités traitées en interne de celles nécessitant une sous-traitance.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Concernant les non-conformités toujours en suspens sur la partie haute tension, elles découlent d'un litige persistant entre l'exploitant et le constructeur, qui remonte à la construction du site. L'exploitant a fourni une preuve des échanges avec le constructeur et indique que les derniers points de non-conformité seront bientôt résolus. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Afin d'assurer une traçabilité optimale et d'éviter toute nouvelle complication, l'exploitant doit établir un calendrier précis de résolution des non-conformités liées à la partie haute tension et le transmettre à l'inspection des installations classées pour l'environnement.                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.                                                                                  |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| L'absence de document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) est un point de vigilance important, compte tenu du risque identifié dans l'activité de l'exploitant. Toutefois, la démarche engagée avec la fourniture de deux devis montre sa volonté de régulariser la situation. La contractualisation prochaine de cette prestation est une étape essentielle pour garantir la sécurité des installations et la conformité réglementaire. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| L'exploitant fournira à l'inspection le planning prévisionnel de la prestation et son DRPCE dès sa réalisation par le prestataire choisi. Ce document devra être transmis au bureau de contrôle des installations électriques lors du prochain audit.                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

|                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les armoires électriques inspectées par sondage étaient en bon état et propres. Le local TGBT était libre d'accès, bien que la liste des personnes habilitées à y pénétrer soit affichée sur la porte.</p> <p>Par ailleurs, aucune signalisation ne précise qu'il s'agit d'un local électrique, ce qui constitue un problème en matière de sécurité et de contrôle d'accès.</p> <p>De plus, l'inspection a mis en évidence une accumulation importante de poussière dans le bâtiment de production, en particulier sur les chemins de câbles et les canalisations. Cette épaisse couche de poussière accroît le risque de propagation d'incendie.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit instaurer des actions correctives ciblées afin de réduire le risque d'incendie. Cela inclut notamment un nettoyage régulier des surfaces sensibles et la mise en œuvre de mesures préventives visant à limiter l'accumulation de poussière.</p> <p>Un affichage approprié doit être mis en place sur les armoires et les locaux électriques afin de garantir une identification claire des zones à accès réglementé et de renforcer la sécurité. Par ailleurs, le verrouillage de ces espaces est indispensable pour limiter les risques et prévenir tout accès non autorisé.</p>    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 6 : Gestion des déchets

|                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 30/09/2024, article 1</p>                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des déchets</p>                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La coopérative linière de Cagny est mise en demeure sans délai d'éliminer ses déchets dans des installations dûment autorisées à les recevoir et de disposer d'un justificatif pour chaque prise en charge.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les factures attestant de la gestion des bennes à déchets pour les mois de décembre 2024, janvier et février 2025, la coop linière de Cagny a choisi la société</p>                                   |

|                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DERICHEBOURG pour le dépôt des bennes et leur enlèvement régulier sur le site de l'entreprise. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                              |
|----------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |
|----------------------------------------------|

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure |
|---------------------------------------------------------|